

POUR **Tous**
LES FRANÇAIS
DE RÉPUBLIQUE
DOMINICAINE

Les bases de notre programme



Election pour les Conseillers des Français de l'Étranger 2021

SOMMAIRE

SERVICES CONSULAIRES	3
Utiliser les nouvelles technologies pour éviter les déplacements	3
(re)Humaniser la relation à l'heure de la dématérialisation	3
Initier le retour d'expérience dans les postes consulaires.....	4
Tout mettre en œuvre pour une participation optimale aux élections présidentielles et législatives ..	4
SÉCURITÉ	5
Renforcer le rôle des chefs d'ilots dans le dispositif de sécurité	5
SOCIAL	5
Répondre à tous les Français sur les aides sociales disponibles	5
FISCALITÉ ET PRÉLÈVEMENT OBLIGATOIRE	6
Une vraie simplification pour une meilleure image	6
Un régime fiscal immobilier et ses revenus juste et cohérent.....	6
NATIONALITÉ	7
Certificat de nationalité française : un obstacle souvent injustifié	7
RETRAITES	7
Faciliter la délivrance des certificats d'existence pour nos retraités.....	7
DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE	8
Démocratiser le dispositif STAFE	8
ÉDUCATION	8
Pour que 100% des enfants français... parlent français !.....	8
Une aide à la scolarité pour tous.....	9
Faire appel à l'intelligence collective face aux enjeux éducatifs	9
Inciter la mobilité étudiante vers la France.....	10
FRANCOPHONIE	10
Promouvoir la Francophonie.....	10
CULTURE	11
Un Pass Culture pour les jeunes Français à l'étranger.....	11
ENTREPRISES	12
Soutenir les entrepreneurs français établis à l'étranger.....	12



SERVICES CONSULAIRES

Utiliser les nouvelles technologies pour éviter les déplacements

L'obligation de se rendre au consulat pour une première demande de passeport représente une forte contrainte pour ceux qui résident loin du poste.

Des stations-mobiles de saisie d'empreintes biométriques existent et elles sont utilisées dans le cadre de tournées programmées par des agents consulaires dans certains pays. Pourquoi ne pas autoriser nos consuls honoraires à effectuer cette opération de saisie, en plus leur rôle de délivrance de procurations de vote ou de remise de passeports ?

Rappelons que les consuls honoraires ne sont pas des agents de l'État, mais des particuliers qui exercent leurs fonctions à titre bénévole, au nom du bien public.

NOTRE PROPOSITION >>> Nous proposerons l'habilitation des consuls honoraires à réaliser la prise d'empreintes digitales et la saisie de photos d'identité pour réduire nos déplacements vers le consulat. Nous travaillerons de concert avec les Consuls Honoraires, dans le but d'aboutir à des processus techniques cohérents tout en intégrant les facilités d'usage adaptées à leur fonction.

(re)Humaniser la relation à l'heure de la dématérialisation

La dématérialisation est généralement la seule réponse ou promesse de l'administration face à tout engorgement ou dysfonctionnement du système. Nous sommes résolument en faveur de la digitalisation et du traitement à distance de toutes les démarches. Toutefois, un basculement à 100% exclut bon nombre de citoyens pour des raisons techniques ou personnelles et il ne permet de répondre aux cas particuliers ou urgents.

NOTRE PREMIERE ACTION AVANT L'ELECTION >>> A l'heure où l'Etat nous supprime le seul bureau de vote de la côte nord de la République Dominicaine, notre liste a écouté les vives réactions des Français de Las Terrenas, de Las Galeras, de Cabrera... C'est ainsi que nous avons spontanément décidé de mettre en place, une ASSISTANCE AU VOTE ELECTRONIQUE. Ce « bureau de vote citoyen et populaire » ne sera pas un bureau de vote au sens du code électoral. Il s'agira d'inviter Tous les Français qui ne maîtrisent pas bien les outils digitaux, à les aider à procéder à leur devoir électoral. Ils voteront dans un isoloir (que nous avons fabriqué nous même !), avec leur propre téléphone-tablette-PC pour les listes qu'ils choisiront librement, dans les mêmes conditions sanitaires que celles mises en place pour les dernières élections municipales en France. A ce titre, notre équipe invite vivement les membres des autres listes à venir lors de ces permanences prévues le samedi 22 et le dimanche 23 mai 2021 de 09h00 à 13h00 à l'Ecole Française de Las Terrenas.



C'est une démarche citoyenne que nous avons organisée, contre les discriminations liées au vote électronique et pour rapprocher Saint Domingue de la côte Nord... et réciproquement.

NOTRE PROPOSITION >>> **A l'heure de la dématérialisation à outrance, nous veillerons à conserver l'option d'un lien direct et personnel avec un agent de l'État. En qualité d'élus de terrain, nous assumerons évidemment cette relation de proximité.**

Initier le retour d'expérience dans les postes consulaires

La crise sanitaire n'est pas encore derrière nous. Il serait judicieux de poser régulièrement des constats et dégager des pistes d'amélioration, en présence de tous les acteurs de notre communauté. Notre poste diplomatique devrait symboliser ce lieu où chacun pourrait donner son avis sur l'efficacité de l'action publique déployée dans notre circonscription.

NOTRE PROPOSITION >>> **Nous allons défendre la création d'un groupe de travail pour tirer les enseignements, en temps réel, de la pandémie, réunissant les conseillers de Français de l'étranger, les consuls honoraires, les chefs d'îlot, les services de l'ambassade et/ou du consulat, ainsi que les associations concernées.**

Tout mettre en œuvre pour une participation optimale aux élections présidentielles et législatives

Beaucoup de nos compatriotes vivent éloignés du poste consulaire. La meilleure solution pour rapprocher l'urne au domicile de l'électeur est le vote par internet. Ce fut impossible dans le cadre de l'élection présidentielle en 2017. De même pour les dernières législatives, dont la possibilité fut supprimée au dernier moment par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères évoquant des risques de cyberattaques.

NOTRE PROPOSITION >>> **Nous militerons auprès de nos parlementaires et des administrations pour conserver les deux bureaux de vote physiques de République Dominicaine pour les élections présidentielles et législatives. Dans l'hypothèse du déploiement du vote électronique, nous réitérerions nos actions citoyennes mise en place pour cette élection des Conseillers des Français de l'Etranger, en ouvrant une assistance au vote électronique sur la côte Nord de la République Dominicaine. L'objectif est de rapprocher l'urne de l'électeur et de favoriser la participation.**

SÉCURITÉ

Renforcer le rôle des chefs d'îlots dans le dispositif de sécurité

En République Dominicaine, les risques naturels sont importants (cyclone, séismes, risque Tsunami). C'est pourquoi la sécurité de nos compatriotes constitue une priorité. Paradoxalement, la majorité d'entre-eux ignore tout ou presque du plan de sécurité de l'ambassade et, en particulier, le nom et les coordonnées de leur chef d'îlot.

Chaque chef d'îlot est en contact avec un groupe de ressortissants désignés par les services consulaires. Dans un contexte de crise, ils reçoivent des instructions du consulat et agissent pour les relayer.

Réduire le temps d'alerte, par exemple en cas d'alerte cyclonique ou de Tsunami, est vital. Les Français ne doivent pas être prévenus une heure après les flashes d'info sur CNN...

NOTRE PROPOSITION >>> Nous demanderons au consulat une revue du plan de sécurité, incluant la mise à jour des coordonnées des chefs d'îlot et leur diffusion à tous les compatriotes de leur zone et pas seulement aux nouveaux arrivants.

NOTRE PROPOSITION >>> Nous suggérerons au consulat que la liste des chefs d'îlot avec leurs coordonnées soit facilement accessible depuis le site de l'ambassade et sur la plate-forme Ariane.

SOCIAL

Répondre à tous les Français sur les aides sociales disponibles

Dans notre circonscription, beaucoup de compatriotes ont été durement affectés par la crise économique liée à la pandémie. Ils peuvent prétendre à un dispositif spécifique: le SOS ou Secours occasionnel de solidarité.

Les modalités d'attribution de ce Secours sont devenues plus flexibles en cours d'année 2020, suite à l'intervention de nos parlementaires. De plus, vous pouvez solliciter le renouvellement de cette aide ponctuelle jusqu'à 5 fois (soit un total de 6 versements pour le premier semestre 2021, par exemple).

Toutefois, les travaux de la dernière AFE, Assemblée des Français de l'Étranger, ont souligné que seulement 4,7 millions d'euros avaient été utilisés sur les 50 millions d'euros de ligne budgétaire, votée par le Parlement !

NOTRE PROPOSITION >>> **Nous ferons notre possible pour informer les Français de l'existence du dispositif du Secours occasionnel de solidarité et, s'ils sont financièrement éligibles, de les accompagner dans leur démarche auprès du consulat.**

FISCALITÉ ET PRÉLÈVEMENT OBLIGATOIRE

Une vraie simplification pour une meilleure image

Les Français de l'étranger sont encore considérés comme des exilés fiscaux. Paradoxalement, la fiscalité « par défaut » favorise les contribuables ayant de plus gros revenus à l'étranger qu'en France. Le « taux moyen », calculé sur la situation réelle (notamment familiale) est encore trop méconnu, alors qu'il est plus avantageux pour la grande majorité des Français non résidents ayant des revenus de source française.

NOTRE PROPOSITION >>> **Nous proposons d'inverser le logiciel actuel : nous nous engagerons résolument pour que le « taux moyen », qui tient compte de la situation familiale des contribuables, soit appliqué « par défaut », sur simple déclaration sur l'honneur des revenus mondiaux. Le « taux minimum », aujourd'hui de 30% minimum à compter de 27520 euros annuels, serait appliqué à la demande du contribuable, si plus avantageux.**

Un régime fiscal immobilier et ses revenus juste et cohérent

La résidence en France est considérée comme résidence secondaire. Qu'elle soit inhabitée, elle est soumise à une taxe d'habitation parfois majorée (jusqu'à 60%) ; qu'elle soit louée, les revenus sont soumis à des prélèvements sociaux pour les résidents hors espace européen. Ces prélèvements sont pénalisants et injustes.

NOTRE PROPOSITION >>> **Hors espace européen, nous voulons la suppression des cotisations sociales sur les revenus immobiliers en France.**

NOTRE PROPOSITION >>> **La résidence en France doit être assimilée à une résidence principale, afin de ne pas être pénalisée par la taxe d'habitation et sa surtaxe éventuelle. Les dispositifs permettant la rénovation énergétique des habitations seraient également applicables, pour le bénéfice de tous.**

NOTRE PROPOSITION >>> **La COTAM est méconnue. Elle est prélevée sur les retraites françaises versées à l'étranger. La tentation est grande d'en augmenter le montant... sans contrepartie. Nous veillerons à ce que les retraités français à l'étranger ne soient pas une nouvelle fois pénalisés.**

NATIONALITÉ

Certificat de nationalité française : un obstacle souvent injustifié

Le certificat de nationalité française est la preuve de nationalité par excellence. Hélas, son obtention devient un dédale dans lequel se perd de plus en plus la volonté de maintenir un lien avec la France. 3 ou 4 ans sont souvent nécessaires pour l'obtenir, or il est de plus en plus demandé, lors d'une première demande de pièce d'identité par exemple. Cela peut conduire à l'impossibilité pour un étudiant de venir faire un stage en France. Au lieu de renforcer un lien indispensable, le CNF le distend.

NOTRE PROPOSITION >>> Nous vous accompagnerons lors de vos démarches pour faire valoir votre possession d'état. Nous vous guiderons dans vos démarches avec le service de la nationalité à Paris.

RETRAITES

Faciliter la délivrance des certificats d'existence pour nos retraités

La dématérialisation des certificats d'existence et leur mutualisation entre les différentes caisses est un progrès évident, mais certains demeurent exclus. Il faut maintenant promouvoir des dispositifs biométriques. En parallèle, il faut des solutions pour les seniors qui n'ont pas la capacité de se connecter. C'est d'autant plus urgent que la décision prise par l'Administration de confier aux autorités locales la validation des certificats de vie ne se fait pas sans difficulté. Le paiement des pensions ne doit jamais être interrompu !

NOTRE PROPOSITION >>> En qualité d'élus de terrain, nous favoriserons les associations qui assistent les personnes âgées laissées pour compte de la dématérialisation en utilisant le moyen le plus adéquat pour chacun d'entre-eux afin de leur éviter un déplacement.

NOTRE PROPOSITION >>> Nous ferons la promotion de la validation des certificats d'existence par visioconférence avec un système de reconnaissance faciale répondant à des normes de cyber-sécurité exigeantes (pour les Français résidants hors de l'Union européenne).

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

Démocratiser le dispositif STAFE

L'Administration exerce une véritable tutelle sur le dispositif STAFE (Soutien au tissu associatif des Français à l'étranger), ce fonds qui remplace désormais la réserve parlementaire.

Le STAFE permet de donner coup de pouce financier aux associations locales portant des projets de nature caritative, culturelle, éducative ou socio-économique contribuant au rayonnement de la France et favorisant la solidarité entre Français de l'étranger.

Votre conseil consulaire émet un avis motivé et détaillé sur les dossiers de subventions qui remontent ensuite à la commission nationale. Il n'est pas rare que vos représentants élus soient déçus, voire consternés, par les décisions prises à Paris.

Autre exemple, l'administration a décidé d'annuler la procédure STAFE en 2020 sans consultation préalable des conseillers des Français de l'étranger, ni ceux de l'AFE, donnant le sentiment d'un abus de pouvoir.

NOTRE PROPOSITION >>> Nous demanderons de démocratiser le processus STAFE en écoutant les initiatives des Français de l'étranger eux-mêmes et en les accompagnant pour les intégrer dans une demande de subvention.

ÉDUCATION

Pour que 100% des enfants français... parlent français !

Un important pourcentage des enfants français résidant dans notre circonscription sont scolarisés en dehors du réseau d'enseignement français à l'étranger (AEFE). C'est pourquoi des milliers d'entre-eux, souvent binationaux, ne parlent même pas notre langue !

Il n'est plus acceptable que l'enseignement français soit seulement accessible dans les grandes métropoles, où se concentrent les populations les plus aisées.

Heureusement, il existe le programme FLAM (Français langue maternelle) qui est destiné à soutenir et encadrer un réseau d'associations, souvent créées par des parents d'élèves, qui proposent l'apprentissage du français, en mode ludique et dans un contexte extrascolaire, d'où leur surnom de "Petites écoles du samedi".

Malheureusement, la crise a frappé les familles, au point qu'elles retirent leurs enfants du réseau FLAM, dont la redevance est pourtant modeste. Lors du débat budgétaire, le 27 novembre dernier, le sénateur des Français de l'étranger, Olivier Cadic, a fait voter un amendement instaurant un "chèque FLAM" pour les aider financièrement.

NOTRE PROPOSITION >>> Nous agissons pour faire connaître le programme FLAM et aider les parents à créer des associations FLAM afin d'offrir aux enfants un apprentissage de la langue française dans un contexte extra-scolaire.

NOTRE PROPOSITION >>> Nous appuierons vigoureusement la demande de la fédération "Parapluie FLAM" auprès du ministre des Affaires étrangères pour la création effective d'un "chèque FLAM", au bénéfice des familles fragilisées par la crise sanitaire.

Une aide à la scolarité pour tous

50% des enfants français scolarisés dans les établissements d'enseignement français (AEFE) sont boursiers. Pourquoi ? Bien souvent les parents sont dissuadés de monter un dossier face à la complexité de la procédure, mais aussi à cause de son caractère humiliant, puisqu'ils doivent étaler l'état de leurs finances et de leur patrimoine, c'est à dire toute leur vie... Une demande de bourse ne devrait pas porter atteinte à la dignité des parents aux revenus modestes.

NOTRE PROPOSITION >>> Dans la perspective de la prochaine rentrée, nous diffuserons le plus largement possible l'information au sujet des bourses scolaires, puisque de nombreuses familles ignorent qu'elles y sont éligibles.

Etant donné le nombre de familles concernées en République Dominicaine, nous défendrons vis-à-vis de nos parlementaires, de l'administration et de l'AEFE, l'augmentation ou à minima la sauvegarde de l'enveloppe affectée aux bourses scolaires.

Faire appel à l'intelligence collective face aux enjeux éducatifs

Le réseau d'enseignement français à l'étranger (AEFE) accueille moins de 25 % de nos enfants. Notre objectif est d'offrir une solution d'enseignement en français à toutes les familles qui le souhaitent.

Nous prônons la création d'un "plan École", dont l'Ambassadeur serait le leader et son conseiller culturel (COCAC), le facilitateur. Le principe est de mettre tout le monde "autour de la table" : l'Ambassadeur et son équipe, les élus de terrain, les parents d'élèves, les enseignants et chef d'établissements, mais aussi les représentants d'entreprises, des Instituts français et des Alliances françaises.

Nous proposons de commencer par un état des lieux, en lançant une consultation auprès de nos compatriotes pour cerner leurs attentes en matière de services éducatifs, français ou bilingues.

Puis, il s'agit de définir un plan avec des objectifs, associés à des indicateurs chiffrés. Par exemple :

Objectif 1 : Augmenter le nombre de place dans le réseau d'enseignement français,

Objectif 2 : Développer le réseau des petites écoles FLAM,

Objectif 3 : Favoriser l'ouverture de filières bilingues intégrées au système éducatif local ou favoriser l'enseignement à distance, via le CNED.

Ce plan serait ensuite mis en œuvre et suivi par un comité de pilotage représentatif.

NOTRE PROPOSITION >>> Nous solliciterons notre Ambassadeur pour obtenir la création d'un "plan École" participatif sous son autorité, afin de résoudre nos enjeux éducatifs par une approche participative et managériale. Ceci sera fait en intégrant les avis des chefs d'établissement.

Inciter la mobilité étudiante vers la France

Les jeunes français de 16 à 18 ans résidant dans notre circonscription ignorent en majorité les opportunités qui leur sont offertes de faire de études supérieures en France, ainsi que le système de bourses en vigueur.

NOTRE PROPOSITION >>> En lien avec Campus France et l'AEFE, nous organiserons des journées d'information pour informer les lycéens et leurs parents sur les études supérieures qui leur sont accessibles en France : les JIME (Journées d'Information pour la Mobilité Étudiante).

FRANCOPHONIE

Promouvoir la Francophonie

Près de 300 millions de personnes à travers le monde ont la langue française en partage. Après des siècles de suprématie mondiale, le français fait encore partie des langues majeures du globe. Il demeure, après l'anglais, à la fois la 2ème langue apprise et la 2ème langue d'information internationale.

La francophonie est le premier vecteur de l'enseignement du français à l'étranger. Aussi, nous faudra-t-il veiller à préserver diverses certifications en langue française.

Notre objectif constant sera le développement de la force d'attraction de notre culture et de notre langue, surtout au travers des médias.

NOTRE PROPOSITION >>> Nous soutiendrons la création d'une association locale de défense de la culture française qui interviendra dans le paysage médiatique local et s'associera aux organismes francophones de terrain.

NOTRE PROPOSITION >>> Nous soutiendrons les demandes formulées par nos sénateurs à France24, de mettre en œuvre une politique de promotion plus dynamique.

NOTRE PROPOSITION >>> Nous soutiendrons les demandes de nos sénateurs qui exprimerons à TV5 Monde le souhait de voir naître une chaîne TV5-2 pour élargir l'offre actuelle à travers une thématique à définir, comme le cinéma.

NOTRE PROPOSITION >>> Nous interpellons les diffuseurs en langue française à l'étranger au travers de l'Alliance Française de Santo Domingo, pour que soient créées des "applis" pour les objets connectés.

NOTRE PROPOSITION >>> Nous veillerons à la pérennité des certifications en langue française comme le DELF junior et le DALF qui sont au cœur du dispositif "français langue étrangère" (FLE).

CULTURE

Un Pass Culture pour les jeunes Français à l'étranger

Annoncé en début d'année par la ministre de la Culture, le Pass Culture met à disposition des jeunes de 18 ans un crédit de 500 euros, à dépenser chez un partenaire culturel. Ce crédit peut être dépensé pour un abonnement numérique, une exposition, un film, de la musique en ligne, un roman ou une bande-dessinée... L'extension de ce dispositif, en cours de déploiement en France, pourrait être une opportunité formidable pour les jeunes Français pour encourager le lien avec la culture française.

NOTRE PROPOSITION >>> Nous développerons des partenariats avec le ministère de la Culture et les régions françaises pour l'obtention du Pass Culture à notre circonscription.

ENTREPRISES

Soutenir les entrepreneurs français établis à l'étranger

Faute d'un soutien financier pour traverser l'épreuve sanitaire, nombre d'entrepreneurs français risque de disparaître. Ils constituent cependant les relais de notre commerce extérieur, à l'image de notre réseau de chambres de commerce à l'international (CCIFI). Notre liste regroupe 2 membres actifs de la Chambre de Commerce Franco-Dominicaine, 2 Conseillers du Commerce Extérieur de la France et nous sommes 5 entrepreneurs sur les 6 représentants de notre liste. Nous sommes donc très au fait de ces questions de l'entrepreneuriat et des difficultés rencontrées en République Dominicaine : tourisme, immobilier, culture, éducation...

NOTRE PROPOSITION >>> Nous ferons tout notre possible pour autoriser des associations actives dans d'autres domaines que l'entraide et la solidarité, comme les chambres de commerce, à présenter un dossier de subvention STAFE dans le but d'aider individuellement des entrepreneurs fragilisés par la crise sanitaire. A titre d'exemple, nous soutiendrons l'initiative d'une bourse d'emploi ouverte aux Français de République Dominicaine.

NOTRE PROPOSITION >>> Nous agissons pour permettre aux TPE et PME, notamment dirigées ou détenues par des Français, d'accéder à des crédits consentis par des banques locales et garantis par l'AFD (Agence française de développement) sur le modèle du programme "Choose Africa Resilience", actuellement déployé en Afrique pour parer les effets de la crise sanitaire.